

Les bibliothèques entre censure et culture

Gilles Gallichan

Number 63, Fall 2000

L'univers fascinant du livre

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/8448ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Gallichan, G. (2000). Les bibliothèques entre censure et culture. *Cap-aux-Diamants*, (63), 28–33.



Collège des jésuites, à Québec, d'après un dessin de Richard Short, (détail), 1761. (Collection privée).

Les bibliothèques entre censure et culture

PAR GILLES GALLICHAN

Le livre est arrivé en Nouvelle-France en même temps que les premiers explorateurs. On soupçonne même Jacques Cartier d'avoir apporté quelques ouvrages scientifiques et religieux lors de ses célèbres voyages de découvertes entre 1534 et 1541. La chose est très probable, car les progrès de l'imprimerie au XVI^e siècle avaient déjà fait du livre un objet familier, une référence quotidienne accompagnant le travail et les dévotions des classes alphabétisées.

Dès que la civilisation française prend racine en terre d'Amérique, la présence de petites bibliothèques est attestée en Acadie d'abord, puis à Québec sur les rives du Saint-Laurent. Ces bibliothèques naissent dans le giron des établissements d'enseignement et des communautés religieuses. Leur rôle est de soutenir l'élan missionnaire et la pénétration du continent. La documentation scientifique et géographique, les

ouvrages de spiritualité sont les plus nécessaires à l'aventure coloniale française. Mais on retrouve aussi des livres de droit, de philosophie, de médecine et de botanique qui permettent aux Européens d'appréhender les réalités du Nouveau Monde. La plus importante bibliothèque québécoise des XVII^e et XVIII^e siècles est celle du Collège des jésuites fondé en 1635 et qui possède, vers 1750, environ 5 000 volumes dont une belle collection d'hydrographie, science enseignée au Collège de Québec. Le Séminaire de Québec, les ursulines, l'Hôtel-Dieu et l'Hôpital Général regroupent également des collections. À Montréal, les messieurs de Saint-Sulpice et les dames de la congrégation Notre-Dame font de même dès le début de leur fondation.

Les bibliothèques de Nouvelle-France sont constituées de livres européens puisqu'il n'y a pas d'imprimerie locale avant 1764. Il n'y a pas non plus de librairies et les institutions s'approvisionnent soit directement de leur maison mère en France, soit chez un fournisseur métropolitain ou sur place, à l'occasion de ventes publiques



de collections personnelles. En effet, plusieurs personnalités de la colonie possèdent également des livres. Il s'agit en général de petites bibliothèques de quelques titres, mais certains notables, des prêtres, des marchands, des administrateurs, des nobles ou des juristes possèdent de belles collections. Certaines nous sont connues grâce aux inventaires après décès dressés par un notaire pour le règlement d'une succession. Selon les cas, ces inventaires sont plus ou moins systématiques et exhaustifs, mais ils révèlent une présence significative du livre pendant tout le Régime français. La lecture demeure toutefois une activité qui rejoint essentiellement l'élite de la société. Le clergé qui veille toujours, soucieux de morale, s'inquiète davantage à cette époque des spectacles de théâtre, qui atteignent un plus large public, que des livres.

GUERRES, LIVRES ET RÉVOLUTIONS

Les années qui suivent la défaite de 1760 modifient en profondeur la suite de l'histoire. Les maisons religieuses continuent quoique avec plus de difficultés à recevoir des livres de leurs maisons mères. Mais, de son côté, la Société de Jésus, abolie par Rome en 1773, voit son collège de Québec réquisitionné par l'armée britannique. En 1800, à la mort du dernier représentant de la Société, le père Casot, la bibliothèque passe en grande partie au Séminaire de Québec qui en sera dépositaire pendant deux siècles. L'ordre restauré des jésuites ne réapparaîtra au Québec qu'en 1842.

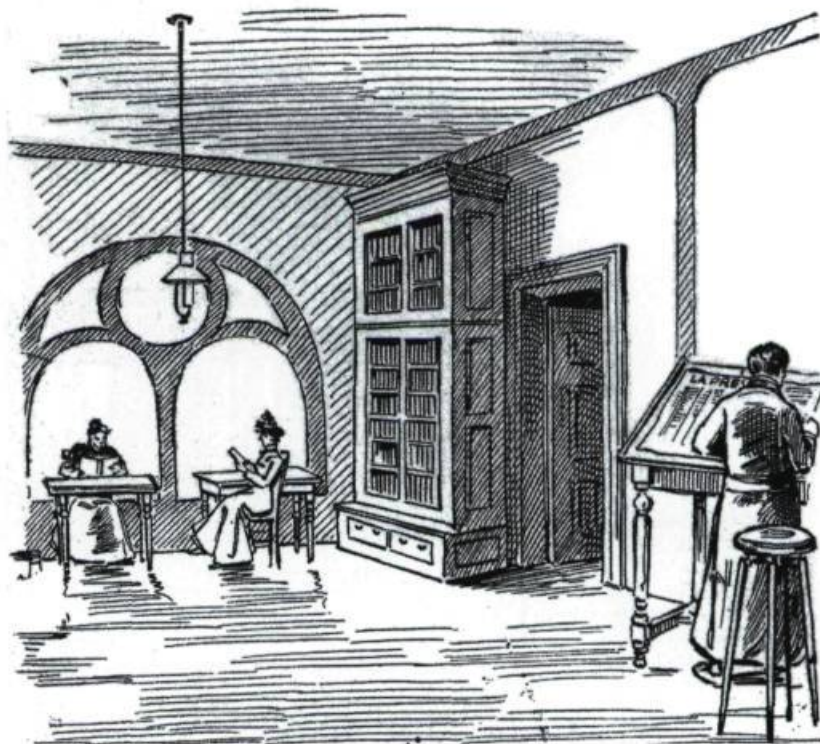
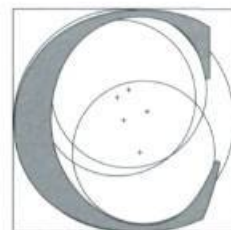
La première presse à imprimer, celle de William Brown et de Thomas Gilmore, fonctionne à Québec en 1764. Elle produit les premiers imprimés québécois, et surtout le premier journal de la capitale, la *Gazette de Québec*. Bientôt, l'atelier des imprimeurs devient un lieu où l'on achète almanachs, catéchismes, livres, périodiques et brochures. D'autres marchands vendent aussi des livres et publient des annonces dans la *gazette*. Il faut dire que le climat politique et idéologique de cette période favorise la circulation des imprimés. Dans les colonies américaines, la révolte gronde contre l'Angleterre. La philosophie, les idées de représentation populaire, de liberté et de démocratie font leur apparition.

En 1775, les troupes du Congrès américain surgissent dans la vallée du Saint-Laurent et occupent la région de Montréal. Aussitôt, on y installe un imprimeur d'origine française, Fleury Mesplet, pour soutenir par l'imprimé l'action des armes. Lorsque les troupes états-uniennes se retirent en 1776, Mesplet, installé au château de Ramezay, décide de demeurer sur place.

Seul imprimeur de la ville, Mesplet offre ses services aux Montréalais, il diffuse des tracts, fonde un journal et un cabinet de lecture, lesquels sus-

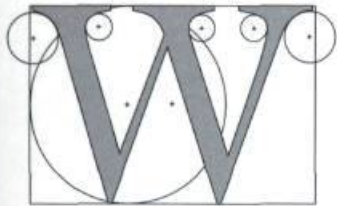
citent rapidement la méfiance des autorités religieuses. Mesplet et son associé, Valentin Jautard, sont voltairiens et, à l'image de leur modèle, ils ne dédaignent pas la polémique. En pleine guerre de l'Indépendance, leur *Gazette du commerce et littéraire* devient un lieu de discussions et de débats que n'apprécient ni le gouverneur anglais à Québec ni le supérieur de Saint-Sulpice à Montréal. En 1779, les deux journalistes sont incarcérés, la presse montréalaise s'arrête et la petite librairie-bibliothèque de Mesplet est fermée.

Pour contrer l'action de la propagande républicaine, le gouverneur de Québec, Frederick Haldimand, un militaire d'origine suisse, décide de créer à son tour une bibliothèque de prêt semblable à celles qui existent en Grande-Bretagne et en Amérique. Le gouverneur tient à ce qu'elle soit bilingue pour s'assurer de la loyale participation de notables canadiens. Il est cependant long et difficile en temps de guerre d'importer



des livres d'Europe et la Quebec Library/Bibliothèque de Québec, fondée en 1779, n'ouvre ses portes qu'en 1783. On la considère parfois à tort comme notre première bibliothèque «publique», car elle n'était en fait que la bibliothèque d'une association privée. Pour répondre aux besoins de ses membres, cette bibliothèque publie un catalogue imprimé dès 1783. De nouvelles éditions du catalogue mis à jour paraissent en 1785, 1792 et 1796. Cette habitude d'imprimer les catalogues de bibliothèques pour mieux en faire connaître les collections s'étendra au Québec jusqu'aux premières années du XX^e siècle. Les catalogues imprimés sont par la suite remplacés par des fichiers plus faciles à tenir à jour.

La salle de lecture à la bibliothèque paroissiale, spécialement destinée aux dames et aux demoiselles. Gravure anonyme. *La Presse*, 8 octobre 1898, p. 4. (Collection privée).



En 1797, Thomas Cary, un imprimeur de Québec, adopte également cette méthode du catalogue imprimé pour faire connaître à ses clients le contenu de son cabinet de lecture. Il utilise le réseau postal naissant et loue des livres à des lecteurs à Québec et en régions. Au tournant du XIX^e siècle, la circulation d'imprimés se fait de plus en plus grande et les lieux de lectures apparaissent dans les villes. Cependant, les guerres de la Révolution et de l'Empire avec le blocus continental ralentissent, sans l'arrêter toutefois, l'approvisionnement en livres français. Ce n'est qu'après le retour de la paix, en 1815, que la librairie sera plus active et que les rayons des bibliothèques du Bas-Canada seront un peu mieux garnis.



Bibliothèque paroissiale de Notre-Dame, rue Notre-Dame, à Montréal (extérieur). Gravure anonyme. *La Presse*, 8 octobre 1898, p. 3. (Collection privée).

Le commerce du livre progresse au même rythme que la presse et de nouveaux journaux voient le jour au cours des années 1820 et 1830. La vie culturelle des élites s'organise également autour d'associations et de sociétés, lesquelles se dotent de bibliothèques, c'est notamment le cas de la Quebec Literary and Historical Society, fondée à Québec en 1824 et qui existe toujours. D'autres sociétés du même genre voient également le jour chez les francophones.

UNE BIBLIOTHÈQUE NATIONALE AVANT LA LETTRE

L'établissement des institutions parlementaires après l'adoption de la constitution de 1791 contribue à stimuler la production d'imprimés ainsi

que la lecture. Les nouveaux parlementaires doivent consulter des textes de lois et divers ouvrages de droit et de politique qu'ils trouvent d'abord dans les collections de la Bibliothèque de Québec. Les demandes documentaires se faisant plus nombreuses et plus spécialisées, les députés de la Chambre d'assemblée décident, en 1802, de se doter d'une bibliothèque parlementaire. Les conseillers législatifs font de même et, jusqu'en 1849, les deux Chambres auront chacune leur bibliothèque. Celle de l'Assemblée se développe surtout après 1815 et s'ouvre aux chercheurs en 1825. Quelques années plus tard, son bibliothécaire, le journaliste Étienne Parent, soutenu par l'«assistant-greffier» Georges-Barthélemy Faribault, y développe une collection historique sur la Nouvelle-France et la colonisation des Amériques. Ce faisant, ils s'inspirent de la Bibliothèque du Congrès de Washington qui est déjà une grande bibliothèque gouvernementale. On voit ainsi apparaître au Québec un premier modèle nord-américain de bibliothèque nationale.

L'insurrection de 1837, la suspension de la constitution suivie de l'union du Haut et du Bas Canada, ralentissent les progrès de la collection, mais la bibliothèque connaît un nouvel essor au cours de la décennie 1840. L'incendie du parlement, qui siégeait à Montréal en 1849, détruit malheureusement presque toute cette bibliothèque ainsi que ses archives. D'incendies en restaurations, la bibliothèque du parlement demeure néanmoins riche d'importantes collections d'ouvrages québécois. Après la Confédération, la Bibliothèque du Parlement d'Ottawa et la Bibliothèque de la législature de Québec poursuivent cette tradition, mais il faut attendre le milieu du XX^e siècle pour voir apparaître de véritables bibliothèques nationales tant au Canada (1953) qu'au Québec (1967).

ASSOCIATIONS, BIBLIOTHÈQUES ET LECTURE PUBLIQUE

Au milieu du XIX^e siècle, la population augmente rapidement, et particulièrement dans les villes, l'alphabétisation progresse de façon significative et la lecture, jusque-là une activité réservée à l'élite, se généralise et devient accessible à un nombre toujours croissant de personnes. Du coup, les bibliothèques deviennent un enjeu social beaucoup plus important et, à partir de 1840, s'ouvre, pour plus d'un siècle, une longue bataille à propos de la direction de la lecture publique. Pour l'Église catholique, laquelle affirme son emprise sur la société, la lecture est un outil de pastorale et de prosélytisme religieux. La presse, la librairie et les bibliothèques vont devenir des pôles névralgiques de définition des valeurs et de diffusion des idéologies. L'enjeu est donc important et la lutte sera féroce.

Le clergé se heurte en effet à des associations laïques d'inspiration libérale et patriotique, lesquelles expriment les idées politiques, sociales

et économiques qui circulent alors en Europe et en Amérique. À Montréal, l'Institut canadien, fondé en 1844, apparaît rapidement comme un bastion défendant avec le droit à la critique les principes de liberté de conscience et d'opinion. L'évêque, M^{gr} Ignace Bourget, ne l'entend pas de cette façon : il s'attaque à l'Institut qu'il accuse d'irréligion et à sa bibliothèque qu'il met à l'index en 1858. L'affaire que le polémiste Louis-Antoine Dessaulle appellera «La Grande Guerre ecclésiastique» prendra des dimensions imposantes et aura même des échos jusqu'à Rome.

M^{gr} Bourget gagne sa guerre contre l'Institut et fonde, en contrepartie, l'Œuvre des bons livres qui alimentera le Cabinet de lecture paroissial de Montréal, sorte de vaste bibliothèque publique mais au contenu strictement conforme à la doctrine catholique. Le mouvement est déjà lancé à Québec avec la bibliothèque paroissiale de Notre-Dame, fondée en 1842. Par la suite, toute bibliothèque associative canadienne-française veillera à ne pas propager de «mauvais livres». On verra apparaître un réseau de bibliothèques paroissiales sous la férule des autorités religieuses mais, en général, elles sont sans ressources, fréquemment laissées à l'initiative du curé et très souvent d'une grande pauvreté de contenu.

À Québec, l'Institut canadien local, fondé en 1848, survit et se développe en adoptant une politique orthodoxe et en soumettant ses collections littéraires aux rigoureux critères de l'index. Les ouvrages de fiction sont les plus surveillés par les censeurs qui s'en remettent souvent aux listes de romans à lire et à proscrire des abbés Sagehomme et Bethléem. L'Institut parvient néanmoins à rassembler d'intéressantes collections en histoire et en sciences et en techniques moins vulnérables que les romans à l'œil inquisiteur de la censure. Avec les années, cette bibliothèque devient bibliothèque publique. Les autorités municipales demandent à l'Institut canadien d'ouvrir sa bibliothèque aux citoyens de la capitale. Dans les années 1950, l'établissement annexe quelques bibliothèques paroissiales de la ville et jette les bases d'un premier réseau. Mais à cette époque, malgré les efforts de ses artisans, la bibliothèque de l'Institut ne parvient que difficilement, faute de ressources, à remplir adéquatement son mandat.

À Montréal, la création de la bibliothèque de la ville, au début du XX^e siècle, donne lieu à un autre affrontement majeur entre clercs et laïcs, d'ailleurs amplifié par une vaste campagne de presse. Montréal se développe et devient une grande ville cosmopolite et l'absence de bibliothèque publique se fait chaque jour sentir. Le conseil municipal marche sur des œufs dans ce dossier et cherche un compromis en créant en 1903 une bibliothèque historique et technique au château de Ramezay. Les autorités diocésaines sont inquiètes de ce pro-

jet où les doctrines non catholiques, les idéologies jugées subversives et la mauvaise littérature risquent de s'infiltrer. Pour contrer cette initiative, les sulpiciens, en 1910, fondent la Bibliothèque Saint-Sulpice qui remplace l'ancien Cabinet de lecture paroissial. Les messieurs y mettent de grands moyens et inaugurent, en 1915, rue Saint-Denis, une bibliothèque publique de recherche, moderne et bien pourvue. De leur côté, les autorités municipales, appuyées par l'opinion publique, poursuivent la réalisation d'une grande bibliothèque publique et gratuite, néanmoins bien respectueuse de la morale. Elle est érigée en 1917, rue Sherbrooke, devant le parc Lafontaine. Autour d'elle, des bibliothèques de quartier se développeront à partir des années 1940.

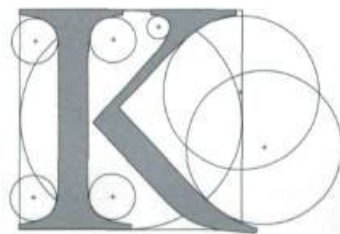


Ce duel autour de la lecture publique dans la métropole coûte cher. En voulant maintenir leur bibliothèque de recherche francophone au cœur du quartier latin, les sulpiciens engagent des sommes considérables. Or, la crise économique de 1929 affecte durement les finances sulpiciennes et, en 1931, la Bibliothèque Saint-Sulpice doit fermer ses portes. Elle passe en 1939 aux mains du gouvernement québécois qui, en 1944, réorganise ses activités en centre culturel national. Vingt-trois ans plus tard, en pleine Révolution tranquille, la Bibliothèque Saint-Sulpice allait devenir la Bibliothèque nationale du Québec.

Une partie de la grande bibliothèque de l'Institut Canadien de Québec, en 1948. L'Institut Canadien de Québec 1848-1948. (Collection Yves Beauregard).

LES BIBLIOTHÈQUES ET L'ENSEIGNEMENT

Les bibliothèques d'associations et de sociétés ont été nombreuses, mais souvent isolées. Certaines grandes compagnies ont aussi pallié le man-



que de bibliothèques publiques en offrant un service de lecture à leurs employés. Cette tradition remontait au début du XIX^e siècle, à l'époque où les sociétés d'artisans ou *Mechanic's Institutes* offraient des lectures techniques aux ouvriers pour leur permettre de mieux comprendre les transformations des machines et outils, produits de la révolution industrielle. La tradition s'est longtemps perpétuée avec les académies et les écoles techniques, aujourd'hui intégrées aux cégeps. De leur côté, des associations professionnelles ont rassemblé d'importantes biblio-

thèques. Dans plusieurs cas, ces bibliothèques ont servi de collections de base aux bibliothèques des cégeps régionaux ou même du réseau de l'Université du Québec.

DES LOIS À CRÉER ET DES MENTALITÉS À CHANGER

La croisade obstinée du clergé contre les mauvaises lectures a freiné considérablement le développement des bibliothèques au Québec. En dehors de quelques grandes villes, le réseau

L'ancien évêché de Québec, devenu parlement du Bas-Canada en 1792, a abrité trois bibliothèques entre 1802 et 1820 : la Bibliothèque de Québec, fondée par le gouverneur Haldimand, en 1779, ainsi que les bibliothèques de la Chambre d'assemblée et du Conseil législatif. Gravure de Sproule pour *Hawkin's Picture of Quebec*, 1834. (Archives de l'auteur).



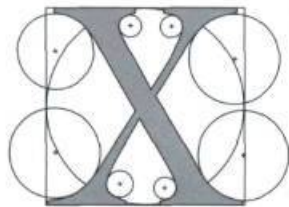
thèques. C'est notamment le cas des Barreaux de Québec et de Montréal qui possédaient déjà au XIX^e siècle de remarquables collections de droit.

Les bibliothèques destinées au monde de l'éducation sont celles qui ont constitué les foyers les plus actifs du livre dans les régions du Québec avant 1968. Les maisons d'enseignement, couvents, collèges classiques, séminaires et universités ont rassemblé de nombreuses collections dans les divers centres régionaux. Un même collège pouvait avoir plusieurs bibliothèques, une destinée aux prêtres et professeurs, une pour les élèves des classes supérieures, une autre pour les petits, pour les externes, etc. Grâce à des dons prestigieux de collectionneurs ou d'anciens élèves, les vieilles institutions finissent par posséder de véritables trésors bibliographiques. À cet égard, les établissements anglophones, comme l'Université McGill de Montréal, sont particulièrement riches en collections de livres rares et précieux. Le Séminaire de Québec, dont l'ancien fonds est aujourd'hui confié au Musée de l'Amérique française, l'Université Laval, les séminaires de Nicolet, Saint-Hyacinthe, La Pocatière, Chicoutimi, Rimouski ainsi que le collège de Lévis, entre autres, ont constitué d'intéressantes collec-

québécois des bibliothèques publiques est demeuré anémique, voire pratiquement inexistant jusqu'aux années 1970, alors qu'il était déjà bien structuré au XIX^e siècle aux États-Unis et au Canada anglais.

L'Ontario, par exemple, avait déjà une loi pour l'encouragement des bibliothèques publiques en 1882. Lorsqu'en 1890, le gouvernement québécois d'Honoré Mercier tenta une timide action législative dans le même sens, il se heurta à une violente réaction conservatrice et cléricale. Le Québec n'eut pas de loi sur les bibliothèques avant 1959. Cette inaction a provoqué une pauvreté de nos bibliothèques publiques qui étaient, au début de la Révolution tranquille, dans un profond état de sous-développement.

Les gouvernements de Jean Lesage à Robert Bourassa élaborèrent des projets de politique culturelle, mais n'avaient pas les moyens de leurs ambitions. Les résistances ne venaient plus de l'Église, mais de l'ignorance et de l'indifférence des élus et des administrations municipales pour les livres et la lecture en général. Après un siècle d'inanition culturelle, les régions du Québec demeuraient désertiques sur le plan de la lecture publique et les maires préféraient investir



dans les équipements sportifs et doter leurs villes de patinoires et d'arènes plutôt que de bibliothèques. Et le Québec figurait invariablement au dernier rang en Amérique du Nord dans le domaine des bibliothèques.

Le grand réveil est survenu dans les années 1970 lors de l'arrivée de nombreux bibliothécaires professionnels, la création de quelques belles bibliothèques municipales dans des villes moyennes, le développement des bibliothèques centrales de prêt en régions et l'informatisation des techniques documentaires. Mais c'est surtout l'adoption, en 1978, d'une politique dynamique en faveur des bibliothèques par le ministre de l'époque Denis Vaugois qui a favorisé un rattrapage dans le domaine. Cet élan fut ralenti au cours des années suivantes par la crise des finances publiques qui affecta tout le secteur de la culture et de l'éducation. Le budget accordé aux bibliothèques retomba à des niveaux de misère et n'a été rétabli qu'aux cours des dernières années.

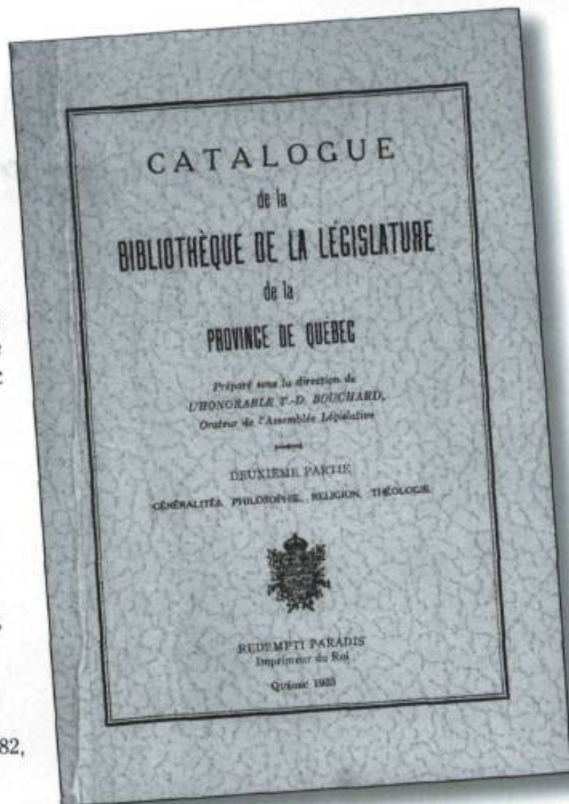
À l'heure où l'informatique se joint aux livres pour redéfinir la bibliothèque du multimédia, le gouvernement du Québec a publié, en 1999, un nouvel énoncé de politique de la lecture et a mis sur pied la Grande Bibliothèque chargée de stimuler l'ensemble du réseau de la lecture au Québec. Le XXI^e siècle s'ouvre donc sur un vaste

défi à relever, celui de chasser toutes les ombres du passé pour rattraper le virage de la lecture et de l'information documentaire qui conjugue désormais l'imprimé avec le Web et le livre avec le cédérom. ♦

Pour en savoir plus :

Les Bibliothèques québécoises d'hier à aujourd'hui. Montréal, Éditions de l'Astère, 1998, 197 p.

Marcel Lajeunesse. *Les sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle.* Montréal, Fides, 1982, 225 p.



Catalogue de la Bibliothèque de la Législature de la Province de Québec. Québec, 1933, 169 p. (Prêt de la Librairie du faubourg, rue Saint-Jean, Québec.

Gilles Gallichan est bibliothécaire et historien à la Reconstitution des débats de l'Assemblée nationale du Québec.

Conseil de guerre à la tour Martello & repas d'époque

Nouveau

*Sur les plaines d'Abraham
où mystère et histoire se rencontrent!*

**Goûtez au mystère et
savez une intrigue pleine
de rebondissements**

Devenez Charles-Michel de Salaberry ou Laura Secord et démasquez le traître qui a vendu les informations de la plus haute importance à nos ennemis. Dégustez un repas digne de cette époque, savourez le thé anglais

et familiarisez-vous avec la vie quotidienne du soldat en casernement. Tout ceci dans le décor évocateur de la tour Martello 2, ouvrage de défense du XIX^e siècle, unique au Québec.

Le chef vous a concocté un choix de menus typiques de l'époque de l'occupation de la tour Martello par les soldats britanniques:

La ripaille du soldat

Le festin de l'officier

**Reservez
maintenant!**



390, avenue de Bernières,
Québec (Québec)
G1R 2L7 Téléc. : (418) 648-3809
Courriel : ccbn.mtdid.pa@videotron.ca
Site internet : ccbn-nbc.gc.ca



Gouvernement du Canada
Commission des champs
de bataille nationaux

Government of Canada
The National Battlefields
Commission

Canada

Renseignements et réservations (418) 648-5371